

L'administration du président Ernesto Zedillo est entrée en fonction en décembre 1994. Elle a, en trois semaines, autorisé le flottement du peso. Les efforts qu'a faits ce gouvernement par la suite pour stabiliser la devise ont attiré encore davantage l'attention sur les possibilités de privatisation additionnelles et sur le recours aux capitaux privés pour le financement des infrastructures. L'hostilité du public à l'idée de privatiser *Petróleos Mexicanos (PEMEX)*, la société pétrolière d'État, a toutefois contraint le gouvernement à considérer les principaux fournisseurs d'infrastructure comme les meilleurs candidats. C'est ainsi qu'on envisage maintenant la privatisation de *Ferrocarriles Nacionales de México (FNM)*, la société nationale de chemin de fer du Mexique.

Le rythme accru des privatisations a souligné davantage la nécessité de trouver des modèles efficaces pour transférer la responsabilité des infrastructures au secteur privé. Afin que le programme de privatisation des infrastructures réussisse et que le pays soit de plus en plus ouvert à l'utilisation de capitaux privés, il faut que les gouvernements et les investisseurs se comportent comme des partenaires ayant tout à gagner de cette évolution. L'opinion voulant que, dans ce type de situation, l'un des partenaires l'emporte aux dépens de l'autre ne peut qu'amener l'échec de la privatisation des infrastructures. Le défi réel est de trouver des façons de protéger l'intérêt du grand public tout en offrant des possibilités attrayantes aux investisseurs.

Dans le modèle où tous sont gagnants, les investisseurs privés obtiennent des taux de rendement qui sont fonction du risque qu'ils prennent en participant à un programme de partenariat soigneusement organisé et géré, conçu pour accélérer le développement économique du pays hôte. Cela suppose que le gouvernement mette en place un cadre juridique et réglementaire permettant au secteur privé de gérer et de contrôler les risques associés à l'exploitation des infrastructures. Le mécanisme le plus courant est ce qu'on appelle la modalité construction-exploitation-transfert (CET). Le Mexique est de plus en plus ouvert à cette méthode pour mobiliser des capitaux privés et les consacrer au développement des infrastructures publiques.